front rouge

organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

N° 147 — 13 MARS 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 — 2,00F

contre les pressions de Dreyfus et les manœuvres des directions syndicales

LES RENAULT VAINCRONT

Après un mois de luttes, de débrayages et de meetings, c'est l'usine du Mans qui, cette semaine, a été à la pointe du combat des travailleurs de Renault. En faisant la «grève de l'enthousiasme», c'est-à-dire en coulant les cadences et en refusant le chômage partiel, en revendiquant «250 F pour tous» et la «révision des classifications» suivant le principe : «à travail égal, salaire égal», les travailleurs du Mans remettent directement en cause la politique d'austérité de la bourgeoisie et refusent le chantage au chômage. Leur combativité porte un coup cinglant à la politique de crise que la bourgeoisie pratique depuis plusieurs mois pour essayer d'étouffer la volonté de lutte des travailleurs.

Au même moment à Billancourt se déroule la «journée d'animation» place Bir-Hakeim, devant l'immeuble de la direction. Responsables confédéraux, représentants des partis «de gauche», «élus locaux» se succèdent ; et même si un certain nombre de délégations d'autres usines de la Région Parisienne viennent apporter leur soutien aux ouvriers de Renault, l'ambiance n'y est pas, les travailleurs ne se reconnaissent pas dans cette forme d'action. Ceux qui viennent, quelques centaines, sur les 32.000 travailleurs de la «forteresse ouvrière», repartent vite, déçus, n'hésitant pas à manifester ouvertement leur mécontentement vis à vis des directions syndicales, incapables ou ne voulant pas organiser un mouvement d'ensemble sur l'usine.

Car voilà maintenant un mois que, atelier par atelier, un jour l'un, un jour l'autre, débrayages et meetings se succèdent. Et le lundi, c'est encore atelier par atelier que les délégations arrivent... «On ne sait pas ce qui se passe», «on n'est au courant de rien». Ces réflexions des travailleurs, maintes fois entendues, traduisent le monopole de l'information que les syndicats entretiennent, elles sont une mise en accusation directe de la conduite réformiste et révisionniste de leur lutte...

Le Mans, Billancourt, la combativité des travailleurs est la même, ce sont pourtant deux luttes qui, pour l'instant, revêtent des formes différentes. Pourquoi ? Pourquoi n'assistons-nous pas à ce mouvement d'ensemble des travailleurs de la Régie auquel les travailleurs aspirent ?

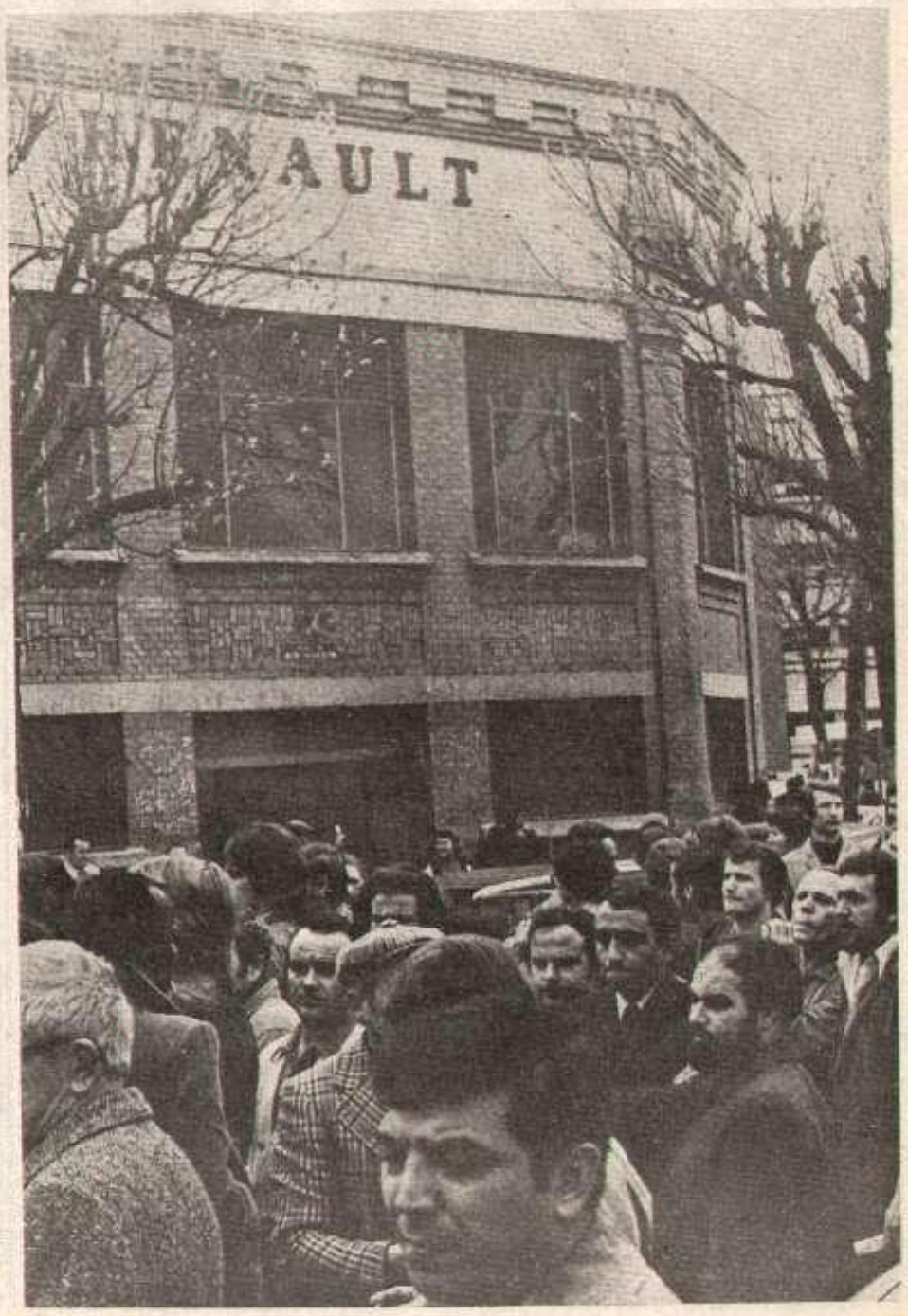
Quels sont ces obstacles présents dans la plupart des luttes et auxquels se heurtent aujourd'hui, avec une acuité particulière, les travailleurs de Billancourt ?

Les faits parlent d'eux-mêmes : depuis un mois les travailleurs de l'Île Seguin s'épuisent en luttes multiples, dispersées, leurs véritables revendications sont noyées dans un flot de mots d'ordre. Et lorsque la direction annonce le licenciement de 17 travailleurs, suscitant la colère de milliers d'ouvriers de Billancourt, les directions syndicales continuent leur «harcèlement», comme ils disent, département par département, alors que les travailleurs n'attendent qu'un mot pour se mettre en grève pour soutenir leurs camarades. Et la journée de lundi, place Bir-Hakeim, ne fait qu'accentuer le découragement des travailleurs et loin de «renforcer leur combativité» comme l'écrit l'Humanité de ce matin, risque fort de les démobiliser.

Les responsables de cette situation apparaissent ainsi clairement : ce sont ceux qui, à la tête des syndicats, s'emploient systématiquement à disperser, morceler cette combativité ouvrière, à empêcher les travailleurs de rassembler leur colère en un flot unique. Ces gens-là qui utilisent leurs responsabilités dans le syndicat pour y défendre les positions de la «gauche» particulièrement celles du P«C»F, montrent leur vrai visage. Ils cherchent à donner l'impression de s'affairer, de tenir le devant de la scène, de déclencher chaque jour des mouvements importants. Dans les faits ils sont à l'avant garde pour freiner le combat des travailleurs. Le P«C»F essaie d'apparaître comme en prise sur les aspirations des travailleurs de Renault, ceux-ci sont bien placés pour savoir qu'il n'y a là rien d'autre qu'une opération pour tenter de redresser son influence, bien affaiblie depuis les dernières élections. L'échec des «journées d'action sur le programme commun» aux portes de Renault la semaine dernière le prouve assez bien.

En ce sens la lutte de Renault est significative et dépasse le cadre de la Régie. Les travailleurs voient qu'ils ne pourront enregistrer de victoires contre la politique de crise de la bourgeoisie, sans surmonter les obstacles mis sur leur chemin par les révisionnistes et les réformistes, sans les affronter dans la lutte.

C'est sur cette voie qu'entendent s'engager les ouvriers de Renault !



RENAULT: UN MOIS DE LUTTE POUR LES SALAIRES

BILLANCOURT: les questions des travailleurs aux directions syndicales

Lundi midi: sur la place Bir Hakeim, à Billancourt, c'est les «6 h d'animation» organisées par les syndicats et soutenues par les partis de «gauche». De nombreux panneaux parlent des revendications, du soutien, dénoncent la spéculation immobilière faite sur les terrains de l'usine. Des travailleurs, encore en bleu, lisent les panneaux. Nous engageons la conversation: **«vous pensez que beaucoup d'ouvriers vont venir? - «je ne sais pas... c'est loin; tu vois, on est venu spécialement pendant le casse-croûte, pour voir. Ils auraient mieux fait de se mettre juste en face de la porte, là où il y a tous les forains. Comme ça les gars n'étaient pas obligés de faire un détour pour venir».** Beaucoup d'autres feront la même remarque...

Deux heures: maintenant 300 ouvriers sont regroupés sur la place avant d'aller au travail. Les déclarations, communiqués se succèdent mais peu d'ouvriers applaudissent. Ils semblent déçus.

2 HEURES EN MOINS PAR JOUR, MAIS LES CADENCES AUGMENTENT

«Tu chômes 2 H dans ton atelier?» L'immigré sollicité nous répond... **«Oui, 2 H chômées par jour, c'est beaucoup! Tu pourrais croire que c'est du repos, même pas... par exemple, chez nous, au 12-92, aux postes de soudure électrique, on faisait 600 à 700 pièces par jour; maintenant, avec 2 H en moins, c'est pareil! A l'atelier à côté au 12-70, la chaîne marchait à 53 avant la grève, et ils ont voulu la mettre à 71 la semaine dernière; mais les gars ne se sont pas laissés faire, mercredi et jeudi, ils ont fait grève et vendredi la chaîne tournait à nouveau à 53»»** pendant notre discussion, d'autres ouvriers se sont approchés, l'un deux confirme: **«oui, chez nous, on est passé de 44 à 48 voitures à l'heure! En somme la direction gagne sur tous les tableaux elle ne nous paie pas 2 H et a quand même toute la production!»**

Une centaine d'ouvriers du 70 arrivent en délégation puis retournent au travail suivis par 2 ou 3 autres groupes en criant «nos salaires ! nos salaires!»

«QU'EST CE QU'ON ATTEND?»

Manifestement ce n'est pas l'enthousiasme. Beaucoup sont déçus de ne pas se retrouver plus nombreux... **«d'accord, aujourd'hui ils font un meting mais ce n'est pas maintenant qu'il aurait fallu le faire, c'est lundi dernier...»,** l'ouvrier qui nous parle, âgé, amer: **«tu vois, ce qu'il faudrait, c'est un grand mouvement d'ensemble. Mais depuis 15 jours, nous attendons: un coup il faut atendre le Comité d'Entreprise qui était prévu pour mercredi dernier puis pour aujourd'hui, un autre coup, il faut attendre le 18 mars pour les négociations...»** Attendre, c'est ce que font depuis 15 jours les ouvriers de Billancourt et ils reprochent aux directions syndicales de jouer ce jeu là.

«POURQUOI LA LUTTE EST MORCELEE?»

Alors que les ouvriers n'avaient qu'une idée en tête: s'unir pour frapper fort, depuis 15 jours, se succèdent les pétitions adressées à un tel ou un tel; les prises de parole, les débrayages d'1/2, de 2 H, atelier par atelier. Un fait significatif par exemple: ce lundi là les délégations n'étaient pas groupées mais s'effectuent une à une, isolément! **«A quoi mènent tous ces mouvements»?** demandent les ouvriers, à empêcher un mouvement d'ensemble.

«QU'EST DEVENUE LA REVENDICATION DU MAXI POUR TOUS?»

Plusieurs immigrés qui avaient fait grève au 38, au 74, sont étonnés de ne pas retrouver leurs revendications dans les panneaux, dans les communiqués: oui, il est question d'augmentation des salaires, de la **«révision de la grille hiérarchique»,** mais qu'est-ce que cela veut dire au juste? **«on demandait 170 maxi pour les OS, le maxi pour tous... Pourquoi est ce qu'ils ne le mettent pas?»**

Un ouvrier OP explique comment la direction annonçant 17 licenciements et 2 H chômées, joue une carte habile: **«apparemment, elle provoque. On se dit: la grève va démarrer, en fait elle sait que les directions des syndicats vont changer de cible: ce sera la réunion du CE, la réintégration des licenciés, les négociations pour le paiement des heures chômées ... et les revendications qui ont amené ces licenciements, elles risquent de passer sous la table».**

«ON NE SAIT RIEN; ON NE SAIT MEME PAS CE QUI SE PASSE DANS L'USINE; ON L'APPREND PAR LA RADIO».

Le monopole de l'information par les directions syndicales pèse lourdement sur le déroulement de la lutte. Les travailleurs se plaignent d'ignorer ce qui se passe dans les autres ateliers. A la porte Emile Zola, plusieurs ouvriers lisent attentivement les panneaux du Parti en français et en arabe. Ils nous demandent ce qui se passe au Mans, comment les gars coulent les cadences...

Déjà la semaine dernière, beaucoup d'ouvriers accusaient les syndicats de ne pas impulser la lutte qu'ils attendaient, de les laisser sans perspectives, de les diviser, **«les syndicats, une fois ils chauffent, une fois ils refroidissent»,** explique l'un deux.

Ce n'est pas le meeting de lundi qui les a convaincu du contraire. Beaucoup espéraient encore qu'ils lanceraient l'action. Mais non... les ouvriers de Renault ne se reconnaissent pas dans ce meeting: non, ce n'est pas le mouvement d'ensemble qu'ils souhaitaient, ce n'est pas les revendications pour lesquelles ils s'étaient battus. Encore une fois, les syndicats ne proposent rien... Pour les ouvriers de Billancourt, un espoir existe: prendre exemple sur leurs camarades du Mans, refuser la division par atelier, developper un mouvement d'ensemble, seul capable de mettre à genoux la direction.

Annie COSSIN

LA LETTRE DE LICENCIEMENT DE LA REGIE

REGIE NATIONALE DES USINES
RENAULT

92109 Boulogne Billancourt
adresse télégr. Renodier-Paris
télex Paris 20094 Boulogne 26046

tél. Paris (1) 603 15 13
c.c. Paris 56 6 8620
no d'entr. 361 82012 9001

[redacted]

Licenciement

6 Mars 1975

Monsieur,

Conformément aux dispositions de l'Article 24 1 du Code du Travail, vous avez été convoqué par lettre recommandée en date du 28 Février 1975 à un entretien qui a eu lieu le 4 Mars 1975.

Au cours de cet entretien, pour lequel vous étiez assisté par M. GUERBAI, vous ont été exposés les motifs justifiant la demande de licenciement requise à votre encontre par votre hiérarchie, et dont vous aviez été avisé lors de votre mise à pied en attente de décision définitive.

Les explications que vous avez fournies lors de cet entretien quant aux faits qui vous sont reprochés n'ayant pas apporté d'éléments nouveaux, j'ai le regret de vous informer de la décision qui a été prise de vous licencier à la date de présentation de cette lettre :

- Sans préavis,
- Sans indemnités de licenciement,
- Avec indemnités compensatrices de congés,

pour le motif suivant : A agressé un salarié de l'entreprise.

Pour me permettre de vous remettre les sommes qui vous sont dues, ainsi que votre certificat de travail, vous voudrez bien :

- soit vous présenter au Service Administration du Personnel muni de votre carte identité usine (40 rue Nationale - guichet n°9 - ouvert de 7 h 30 à 17 h 00),

- soit me préciser, par écrit, le mode de paiement que vous choisissez, en joignant à votre demande votre carte identité usine.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Pour la Direction de la R.N.U.R.
l'Administration du Personnel

G. HATRY

LE MANS: la "grève de l'enthousiasme"

Renault: c'est l'usine du Mans qui, cette semaine, aura été en première ligne. Depuis plusieurs jours, débrayages et meetings se multiplient à l'intérieur de l'usine, mais c'est surtout le coulage des cadences ou «grève de l'enthousiasme», à laquelle participe la totalité des OS, qui depuis une quinzaine, rend cette lutte particulièrement populaire. Les revendications: «250 F pour tous», «révision des classifications». Face à cette combativité, la direction décide de réduire les horaires de 2h à partir de vendredi. Refusant ce chantage au chômage, les ouvriers de la Régie, unanimes, passent outre, viennent pointer aux heures habituelles et exigent le paiement intégral de leur salaire. Riposte de la direction: annonce de 4h chômées à partir de lundi, semi-lock out qui ne fait que renforcer la volonté de lutte des travailleurs, bien décidés à venir «travailler» quand même. Grève de l'enthousiasme, travail pendant les heures qui devraient être chômées, c'est sur cette double riposte que nous avons interrogé les travailleurs du Mans.

Vendredi 5 heures.

L'équipe du matin rentre comme si de rien n'était, comme si la direction n'avait pas décidé que le travail ne commencerait qu'à 7 heures et que 2 heures seraient donc chômées. Comme chaque matin vélémoteurs, autocars et voitures passent devant la guérite du gardien. C'est qu'il est pratiquement impossible de venir à pied, vu que l'usine est complètement excentrée de la ville et à l'écart des cités ouvrières. Rares sont les voitures où il n'y ait que le conducteur et souvent c'est quatre ou cinq travailleurs qui utilisent le même véhicule, partageant ainsi les frais de transports, souvent très élevés, car nombreux sont les OS qui sont d'anciens paysans et qui viennent de villages situés à 30 ou 40 km. Qui osera encore dire après cela que la voiture est «un objet de loisir». Certainement pas ces travailleurs de ... Renault!

Nous nous trouvons devant le kiosque à journeaux, face à l'entrée principale. A cette heure, seul le «Maine Libre» qui n'a de «libre» que le nom, est en vente.

«Que veux-tu on sait bien que c'est un torchon et qu'il dit surement pas du bien du meeting et des débrayages d'hier, mais c'est le seul moyen pour être un peu au courant de ce qui se passe dans les autres usines à Flins, à Billancourt...»

C'est Gérard qui parle, 19 ans de «maison» après de nombreuses années passées à la chaîne, il travaille maintenant à l'outillage et les grèves il n'en a jamais manqué une.

«En 1968 on a tenu 5 semaines et même si on s'est fait avoir ensuite, ça montre qu'on est capable de mener une lutte plus dure encore que celle que nous menons... Le coulage des cadences, tout le monde y participe la production diminue de plus de 50%; C'est très combatif, dans les ateliers il y a des pancartes avec des mots d'ordre. Et quand on lit dans le journal que c'est le PC qui a lancé le mouvement alors là ils me font marrer, c'est un mouvement qui est vraiment parti de la base, même qu'au départ certains délégués n'étaient pas très chauds, ils trouvaient que c'était pas légal! Mais maintenant c'est bien parti, il n'y a qu'à voir le débrayage d'hier: au meeting on y était tous et ce matin, tu vois, il y a autant de monde que d'habitude malgré les heures chômées».

Un coup d'œil à sa montre. «S'il y a bien un jour où je ne tiens pas à être en retard c'est bien aujourd'hui... Reviens plutôt à l'heure du repas, face à la cantine, tu pourras interviewer autant de gars que tu voudras» **c'est ce que nous faisons.**

Vendredi midi

A pied ou en bus, les travailleurs de la Régie, en côte grise, viennent déjeuner par vague d'une demi-heure. Tout en marchant les discussions vont bon train et le ton monte vite. C'est qu'à 11 heures et demi la direction faisait afficher dans les ateliers un avis annonçant que les réductions d'horaires étaient portées à 4 heures, à partir de lundi.

«S'ils croient nous intimider avec ça, ils se mettent les doigts dans le nez». **puis, après un temps de réflexion** «n'empêche qu'il va falloir se serrer les coudes, encore plus, parce que ça risque de faire la moitié de la paie en moins, et c'est pas avec ce qu'on gagne qu'on peut faire des économies».

«Hé les gars, faites attention, le magnéto, il tourne» **lance un militant du P«C»F qui écoutait discrètement et avait sursauté en nous entendant prononcer:** «journalistes de Front Rouge».

«Encore heureux qu'il enregistre, lui au moins il écrira pas qu'on gagne 2440 F comme je l'ai lu dans «Le Maine» **réplique un travailleur avec lequel nous avions discuté au local syndical la veille. Cette brève altercation fait que maintenant c'est une dizaine de travailleurs qui nous entourent et veulent parler dans le micro.**

«Moi, j'arrive à peine à 1900 F, tout compris, et ça pour 173 heures, après 15 ans de boîte et les cadences qu'on a... C'est pas parce que dans le village où j'habite il y a une poterie où les gars touchent même pas les SMIC, qu'ici c'est le Pérou...Faut voir les cadences...»

«Nos revendications aujourd'hui c'est tout simplement une question de bon sens: pourquoi deux gars qui font le même travail ne sont pas payés pareil? Ici il y a des classifications, des coefficients à n'en plus finir... nous ce qu'on se dit c'est pas que le voisin il gagne trop, c'est que nous on n'a pas assez ! Quant aux «250 F pour tous» il n'y a qu'à regarder les prix...»

«Moi, j'ai ma femme qui travaille chez Celmans (ex-Schlumberger fabrique de TV)... et bien, les gars ils n'ont pas d'argent, alors comment veux-tu qu'ils achètent leurs postes? C'est pas étonnant qu'après les horaires soient réduits...»

Ces revendications montrent que les travailleurs refusent l'austérité et qu'ils sont conscients de ne rien avoir à espérer d'une éventuelle «relance», remettent directement en cause la politique de la bourgeoisie. Et la forme de lutte adoptée, coulage des cadences, refus du chômage partiel, est un coup cinglant porté au chantage au chômage. Face à cette lutte exemplaire qui mobilise l'ensemble des travailleurs, la bourgeoisie répond au coup par coup ce qui montre bien que l'offensive est du côté des travailleurs. Et les discussions que nous avons eu témoignent de la volonté de la part des travailleurs de s'exprimer publiquement, d'expliquer leur lutte, les problèmes de la vie quotidienne, de briser l'isolement dans lequel la bourgeoisie maintient chaque lutte. Et, si tous sont unanimes pour approuver la «grève de l'enthousiasme», beaucoup reprochent aux directions syndicales le manque de popularisation de leur lutte, le fait qu'aucun tract n'ait été diffusé sur les autres usines ou sur les marchés populaires. Ce qu'ils demandent, c'est aussi davantage d'information sur ce qui se passe dans les autres usines de la Régie car, au Mans, la nécessité d'une lutte d'ensemble est particulièrement ressentie.

Pierre MOREL

LES GREVISTES DU MANS ET LE PROGRAMME COMMUN!

«Le P«C»F à la pointe du combat...» **Marchais ne lésine pas. Toujours est-il qu'au Mans, lorsqu'on demande aux travailleurs si c'est le P«C»F qui a lancé la lutte, ils sourient:** «C'est nous qui les avons mis au courant».

Un critère qui ne trompe pas sur la capacité des révisionnistes à «être présents dans les luttes» c'est la manifestation de dimanche matin pour le soutien au programme commun. A cette manifestation convoquée à grands renforts de publicité avec voiture-sono devant l'usine... seulement 40 salariés avaient pris place derrière la banderole de la Régie... sur les 10.000 que compte l'usine du Mans. Voilà qui donne une image plus conforme à la réalité de l'impact actuel des propositions des révisionnistes et de leur programme commun.

en bref ... en bref ... en bref ... en bref ...

CTA: NOUVELLES ACTIONS DE POPULARISATION

Après le 30 janvier, où la direction annonçait en un an la fermeture du secteur cellulosique (800 licenciements), les travailleurs de la CTA se sont aussitôt mobilisés, sans attendre l'application effective des licenciements. En multipliant les débrayages, manifestations (sur le boulevard de ceinture, au Palais des Congrès) sur les mots d'ordre : **«Pas un seul licenciement, CTA vivra !».** *Les travailleurs se sont, d'autre part, organisés en Comité de lutte regroupant des syndiqués et des non syndiqués, ouvriers français et immigrés, pour renforcer dans les faits leur unité, pour prendre une part plus active aux décisions. Ils ont refusé par avance toutes les fausses solutions de «reclassement» à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe que propose la direction.*

Jeudi 6 mars au matin, une puissante manifestation des travailleurs de CTA, partie de la place Bellecourt, se dirige vers la gare de Perrache, devant laquelle un maigre cordon de policiers attend la manifestation. Les travailleurs veulent rentrer dans la gare de Perrache pour populariser leur lutte. La décision en a été prise la veille à l'initiative du Comité de lutte, appuyée par la CFDT, contre l'avis de dirigeants CGT. Les travailleurs débordent le cordon de policiers et envahissent la salle des pas perdus de Perrache. Les flics se retirent devant les guichets. Le mouvement s'arrête là. Quelques groupes de travailleurs de CTA vont distribuer des tracts sur les quais aux voyageurs. A ce moment là un gars de l'UL CGT qui n'est pas de la boîte, croit bon de prendre la parole pour dire qu'en aucun cas l'UL CGT ne cautionnera ce qui vient de se passer. Son intervention est accueillie par des huées et des injures. Les travailleurs disent : **«ici c'est les travailleurs de CTA qui décident».** *Beaucoup de travailleurs posent des questions par rapport à l'attitude de la CGT dans la lutte, manifestent leur volonté de poser les problèmes au sein du Comité de lutte, en disant aussi qu'il faut renforcer le Comité de lutte, qu'on n'y va pas assez nombreux. Quelques délégués syndicaux de Vaulx en Velin, qui veulent prendre la défense du gars de l'UL, sont conspués à leur tour. Ensuite la manifestation prend la direction de l'usine Rhône Poulenc de Vaise.*

Le lendemain, la fédération du Parti a tiré un bulletin qui sera diffusé sur l'usine, où est expliquée l'attitude de la direction CGT son opposition à l'existence même du Comité de lutte. De même, y est dénoncé l'attitude du PS, qui freine la popularisation de la lutte et en accord avec le P«C»F refuse d'organiser la solidarité à toutes les usines du groupe prêtextant que Rhodia Belle Etoile c'est le secteur chimie et non le secteur textile.

L'intervention de notre Parti a reçu un bon accueil de la part des travailleurs en particulier, les travailleurs nous ont dit que toute la journée de jeudi ils avaient défilé dans le local syndical pour demander des comptes aux dirigeants syndicaux qui s'étaient opposés à la lutte le matin. Les travailleurs CGT ont demandé la démission du délégué CGT, du P«C»F. Nous poursuivons la popularisation de la lutte dans les usines de la région lyonnaise et en particulier dans les usines du groupe Rhone Poulenc.

Corr. C.T.A.

VALSTAR: LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Depuis le lundi 24 février, les travailleurs de la brasserie Valstar d'Arcueil (banlieue parisienne) sont en grève avec occupation pour empêcher la fermeture de leur usine prévue pour le 31 mars 75.

Les travailleurs, dont plus de la moitié sont immigrés, ont voté à l'unanimité, avec leur section CGT, l'occupation de l'usine pour s'opposer au démontage des machines. Ils ont organisé les samedi 1° et dimanche 2 mars une opération «portes ouvertes» où la population d'Arcueil et des environs est venue nombreuse pour apporter son soutien aux 170 travailleurs en lutte contre les licenciements. Samedi 8, dans la brasserie occupée s'est tenu un conseil municipal extraordinaire avec la participation de la population.

A noter d'autre part que la municipalité P«C»F a voté un crédit de 5 millions pour les grévistes: elle s'en est expliqué devant la population en rappelant que chaque année la patente de Valstar rapporte 60 millions à la municipalité, et qu'elle pouvait bien en distraire 5 millions, pour obtenir le maintien de l'usine et... des 60 millions de patente annuelle. On voit sur quelles bases la mairie appelle la population à soutenir Valstar.

Lundi matin, se tiendra une assemblée générale des grévistes pour décider de la poursuite de la lutte, et en particulier de la réponse à donner à Riboud qui, espérant diviser les travailleurs, demande à certains «reclassés» d'aller dès lundi prendre leur nouveau poste pour certains à Dumesnil, alors qu'il encourage les autres à signer leur solde et les «dispense» du reste du préavis: deux travailleurs ont déjà fait l'expérience de tels reclassements qui ne garantissent pas l'emploi. Les travailleurs de Dumesnil ont fait savoir qu'ils se mettraient en grève par solidarité si on obligeait les travailleurs d'Arcueil à aller à Dumesnil.

La lutte continue.

Corresp. Arcueil 9 mars.

PIRON : LES OUVRIERS REOCCUPENT L'USINE

Les ouvriers barricadent la porte.

L'usine a été occupée par les travailleurs de façon à pouvoir préserver l'outil de travail menacé, car jeudi dernier une porte arrière avait été fracturée et les scellés brisés.

De plus, une fabrication artisanale était prévue pour bien démontrer notre volonté de redémarrer l'unité de production et populariser notre lutte, alors que les pouvoirs publics, la presse bourgeoise essayaient en vain de nous faire moisir à la salle des fêtes. Cette décision avait été prise le lundi 3 mars lors de l'assemblée générale des grévistes, où la détermination de reprendre l'usine s'est imposée à l'unanimité après un débat de plus de 3 heures. Malheureusement l'action n'était pas seulement connue de nous, la gendarmerie était là et il fut impossible à une vingtaine de camarades venus occuper à 7 h, de rejoindre ceux qui avaient déjà pénétré dans l'usine. Pour nous qui étions à l'intérieur, il nous fut impossible de sortir !

Nous avons dû nous barricader avec les caisses restant dans l'usine malgré l'absence de Fenwick. Vers 11 h, l'E.D.F. prévenue nous coupait le courant à la demande de la gendarmerie : 12 h30 c'était l'assaut donné par une cinquantaine de gendarmes mobiles utilisant des madriers comme béliers. A 13 h l'usine était investie. Mais s'apercevant qu'un ouvrier manquait, ce fut la fouille méthodique des locaux mètre par mètre, ne voulant rien laisser en hasard et il y eu trois fouilles, la troisième fut accompagnée par un chien policier. Ils nous gardèrent à la gendarmerie de Rémalard jusqu'à 10 h du soir. Depuis 20 h30, une cinquantaine de membres des comités de soutien étaient devant la gendarmerie à attendre notre sortie. Aujourd'hui l'usine est gardée par des flics armés et la salle des fêtes qu'on nous a enlevé est également gardée par la gendarmerie.

Malgré la répression la lutte continue : des négociations sont en cours.

PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

Corres. PIRON

Affaire du Thélème : pour CHIRAC "la police fait son travail admirablement"

Echange de coups de feux dans un bar du boulevard St Germain à Paris le 28 Février, deux gangs rivaux s'affrontent. La bande des «pieds-noirs», surprise par l'irruption du gang rival, «la brigade anti-gang», laisse 2 morts sur le terrain et plusieurs blessés, alors qu'il n'y a qu'un blessé parmi les hommes de Leclerc. Les «caïds» du commissaire Leclerc s'attaquent alors aux consommateurs et plus particulièrement à maître Benchenhou, avocat algérien sur qui pleuvent coups de pied et coups de poing, agrémentés d'injures et de menaces. **«Achève-le, c'est un raton»** entend-il; il s'en fallut de peu; il est à l'hôpital très gravement blessé: traumatisme crânien, fracture du poignet...

Giscard apparemment si prompt à s'inquiéter des injustices de toutes sortes, Giscard qui la veille avait été serrer la main des travailleurs immigrés de Marseille, dans leur bidonville, Giscard qui nous a promis de faire de 75 l'année de la fraternité, n'a pas émis la moindre protestation. Par contre ses ministres ont commenté l'évènement à leur façon, Poniatowski, chef de la Police se félicite de **«l'efficacité de cette unité»** et Chirac estime que **«la police fait son travail admirablement».** Pour justifier les violences policières, les opérations coups de poing, les contrôles d'identité dans le métro, Poniatowski invoque la sécurité du citoyen qu'il faut protéger face au banditisme, argument de la presse bourgeoise qui fait quotidiennement ses titres sur les hold-up, les attaques de personnes âgées, montant en épingle la moindre affaire de banditisme pour créer chez ses lecteurs un climat de peur et d'insécurité et les amener à souhaiter une meilleure protection, et un renforcement de la police. Dans le discours officiel, les contrôles policiers sont présentés comme de légers inconvénients indispensables à la protection des citoyens, il s'agit d'accoutumer la population aux contrôles d'identité, à faire de la présentation de la carte d'identité un geste banal et routinier, afin qu'il y ait acceptation de la police qu'elle soit perçue comme le complément du libéralisme giscardien.

En fait si Poniatowski et Giscard d'Estaing se partagent effectivement le travail, ce n'est pas pour assurer le «changement dans l'ordre», mais bien plutôt pour, chacun à leur façon, défendre l'ordre bourgeois. Giscard tente de mystifier les travailleurs, du moins une partie d'entre eux, en leur faisant miroiter les multiples facettes du miroir aux alouettes du «changement», mais l'ultime argument, le dernier recours contre ceux qui refusent de se laisser prendre et s'attaquent à la bourgeoisie, c'est la violence de l'appareil de l'Etat, l'intervention des flics et si besoin est de l'armée.

Créée officiellement pour lutter contre le banditisme, les prises d'otages, la brigade de recherche et d'intervention dite «brigade anti-gang», comme les autres détachements policiers, a pour mission fondamentale de protéger l'ordre bourgeois. Maintenant Poniatowski parle de donner des moyens accrus à cette brigade et à la police dans son ensemble, sous prétexte d'assurer la sécurité des citoyens en particulier les personnes âgées, mais l'ennemi visé, c'est les travailleurs, les jeunes qui se révoltent, c'est eux qui sont surveillés en permanence, contrôlés et fichés. C'est eux qui affrontent CRS et gardes mobiles quand ils manifestent et quand ils luttent. Les travailleurs de Lip, les mineurs de Faulquemont, tels sont les «vrais bandits» pour la bourgeoisie qui a envoyé contre eux la brigade anti-gang.

La démagogie néo-libérale de Giscard ne peut faire oublier qu'il a rassemblé derrière lui, pour son élection l'ensemble de la réaction, en particulier toute l'extrême droite et les bandes fascistes qui étaient restées hostiles à de Gaulle. Collabos et ex-OAS ont fait campagne pour Giscard et serrent les rangs derrière lui. Parmi les «Républicains Indépendants» à des postes importants on trouve d'anciens partisans de l'OAS comme Dominati, et d'ex-membres d'Ordre Nouveau comme Bassot.

Les belles paroles de Giscard servent de paravent au renforcement de l'appareil d'Etat et des bandes armées du capital: police en tous genres, armée et bandes fascistes appointées par la bourgeoisie: Giscard a pourvu à leur financement en les payant généreusement pour assurer son service d'ordre pendant sa campagne électorale.

Sous le vernis libéral apparaît l'uniforme vert de gris du SS. Skorzany venu parader à la télévision giscardienne, comme pour nous rappeler que si la bourgeoisie a intérêt à utiliser la démagogie pour assurer son pouvoir elle n'hésitera pas, pour faire face à la montée des luttes des travailleurs, à lâcher ses bandes armées.

Serge LIVET.

AGRESSION FASCISTE CONTRE LE LOCAL DE «REVOLUTION!»

Mercredi 5 mars, des nervis du G.I.N. (Groupe d'Intervention Nationaliste), détachement armé du groupe fasciste P.F.N. (Parti des Forces Nouvelles) ont attaqué le local de «Révolution», qu'ils ont saccagé et tenté d'incendier et agressé un de ses dirigeants. Le même jour, les fascistes récidivaient en matraquant sauvagement 3 militants de «Révolution !».

Nous protestons énergiquement contre cette nouvelle agression fasciste, survenant après plusieurs attaques du même genre contre des réunions de soutien aux luttes des appelés, et les ratonnades quotidiennes contre les travailleurs immigrés, agissements qui bénéficient de la totale impunité de la police, si prompte par ailleurs à réprimer les luttes des travailleurs et de la jeunesse.

ARMEE : PROCES POUR 2 MILITANTS

Deux ouvriers Marxistes-Léninistes seront jugés le 14 mars à Brest pour avoir distribué un tract soutenant les marins du «Clémenceau», porte-avions de la flotte militaire française, qui quelques jours plus tard partait renforcer le dispositif de l'impérialisme français à Djibouti. Les marins du «Clémenceau» avaient manifesté spontanément et tiré un tract pour protester contre la mort «accidentelle» de Patrick Delaruelle sur le porte-avions : 2 d'entre eux devaient par la suite être mis aux arrêts.

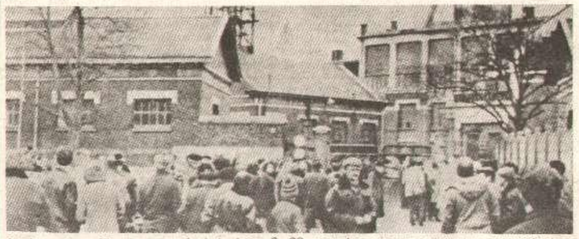
Nous assurons les deux camarades de notre solidarité face à la justice bourgeoise.

«Drapeau Rouge» organise deux meetings de soutien :

- à Brest le 12 mars au «Nouveau Théâtre» rue Yves Callet à 20 h 30
- à Paris le 14 mars, 10 rue de Lancry à 20 h

TOUS AU TRIBUNAL POPULAIRE

programme



27 décembre, 42 mineurs tués à la fosse 3, 22 mars les mineurs mettent en accusation les Houillères.

1ère PARTIE

conclusion de la Commission Populaire d'Enquête sur la catastrophe du 3 de Lens et sur la sécurité dans les mines

Avec les témoignages de mineurs rescapés et de sauveteurs de la fosse 3, de mineurs de la fosse 4, et de la fosse 7 de Lens, de l'UP 6 de Bruay, avec des ingénieurs des mines...

2ème PARTIE

les mineurs accusent

- le salaire au rendement
- la répression dans les fosses et les corons
- la médecine des mines qui les traite comme du bétail
- la silicose qui les fait mourir à petit feu...

avec des témoignages de mineurs silicosés, de femmes et de fils de mineurs, de jeunes licenciés par les Houillères, avec la participation de médecins et de travailleurs hospitaliers.

3ème PARTIE

non, la mine n'est pas maudite oui, la lutte est possible

Avec des mineurs de Faulquemont et de Montceau-les-Mines...

4ème PARTIE

compte rendu du colloque sur les ``accidents du travail''

qui aura lieu le samedi 22 mars au matin, avec des syndicalistes CGT et CFDT, des travailleurs de toute la France : des ouvriers de Lip, d'Usinor Dunkerque, des ouvriers du bâtiment, du textile de Roubaix, de Fos-sur-Mer...

le salaire au rendement responsable de l'insécurité des travailleurs

Au lendemain de la catastrophe de Liévin, les organes de presse n'avaient pas craint de parler des salaires de 3000 F/mois des mineurs! En réalité, les mineurs de fond, notamment ceux qui font l'abattage du charbon, et sont classés catégorie 4, ont un salaire de base qui n'atteint même pas 1500 F/mois. A ce salaire peut s'ajouter une somme, qui selon les Houillères dépend du rendement. En fait ce salaire au rendement destiné à faire produire les mineurs au maximum ne leur permet pas de gagner beaucoup plus que le salaire de base. Les primes accordées par les Houillères le sont en fonction d'un certain métrage de charbon abattu ou d'un certain nombre d'étançons déplacés dans la taille ou les voies qui les entourent. Mais ceci dépend notamment des accidents du terrain. Ceux-ci qui ralentissent l'avancée dans la taille, peuvent très bien faire qu'au cours d'une journée, les mineurs, même en fournissant l'effort maximum, ne gagneront pas plus que le barème de base. Pour fixer par exemple le tarif accordé pour un nombre donné d'étançons installés au cours d'un poste de 8 heures, dans une taille, le «service des salaires», composé de porions et de chronos, classe le terrain en «facile», «moyen», «difficile», etc, mais il profite des moments où le terrain est plutôt facile pour fixer les barèmes qui ne correspondent plus à la réalité les jours suivants: celle d'un terrain accidenté! Un mineur qui va gagner un jour jusqu'à 60% en plus de son salaire de base, peut ne gagner que le salaire de base dans chaque journée de tout le mois qui suit, bien qu'il fournisse un effort aussi intense.

Pour fournir cet effort, dans l'espoir d'améliorer son salaire, le mineur est contraint de négliger sa sécurité:

▶ sécurité par rapport au toit, par rapport aux risques d'éboulements, de chutes de pierres à prévenir.

▶ sécurité par rapport au grisou: les porions essaient (avec de plus en plus de difficultés depuis 2 mois) de camoufler les teneurs, même élevées, en grisou pour pousser les mineurs à produire dans n'importe quelles conditions dangereuses.

▶ sécurité par rapport à la poussière: en faisant travailler les mineurs au rendement, les Houillères essaient de les faire renoncer à leurs exigences concernant la ventilation, l'arrosage, etc, c'est à dire aux mesures s'opposant aussi bien à un coup de poussier qu'au développement de la silicose. C'est pourquoi la suppression du salaire au rendement, individuel ou collectif dans les mines, est une revendication particulièrement importante dans la lutte des mineurs pour leur sécurité contre les Houillères qui les envoient quotidiennement à la mort.

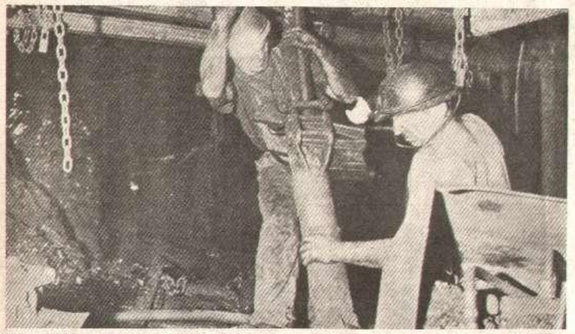
Dans le bassin du Nord et du Pas de Calais, les mineurs chargés d'abattre le charbon sont tous payés au salaire au rendement. Selon les puits, selon les tailles de charbon, le calcul n'est pas le même; en certains endroits c'est encore le salaire au rendement individuel. Dans d'autres qui sont les plus nombreux, c'est le salaire au rendement collectif qui se généralise. Mais, dans les deux cas le but recherché par les Houillères est le même: obliger le mineur à produire au maximum, aux moindres frais, au mépris le plus complet de sa sécurité.

Dans une taille, au fur et à mesure que le rabot abat le charbon, dans un mouvement de va-et-vient, sur toute la largeur (100 mètres, 200 mètres et plus), il faut soutenir le toit derrière le rabot. On le soutient en suivant la progression du rabot tandis qu'on laisse s'effondrer la partie du toit qui est en arrière (c'est le foudroyage). A Oignies, près de Douai, ce soutènement est encore assuré dans de nombreuses tailles par des étançons individuels, sorte de piles en acier que l'on déplace isolément.

Paul, 38 ans, mineur de fond, militant CFDT, à Oignies, témoigne:

«Ici, on est payé au nombre d'étançons «boisés» et «reboisés» (c'est-à-dire déplacés et reposés plus avant) au cours du poste de 8 heures. Chacun a un parcours à faire. Si c'est un parcours facile on peut boiser et déboiser 30 à 40 étançons ; dans un parcours difficile quelquefois on n'arrive pas à une vingtaine, on mettra parfois une heure pour en déboiser un. Chaque jour en taille c'est une loterie ! Parfois, les étançons sont ensevelis par le foudroyage. Dans le temps, il y avait des équipes spécialisées qui étaient chargées de rechercher les étançons ensevelis et qui venaient dès qu'on le signalait. Maintenant avec les économies de personnel ce sont les foudroyeurs-abatteurs qui sont obligés de faire ce travaille-là, mais c'est un travail que les Houillères veulent ignorer. Si on continue à chercher les étançons, le lendemain sur la fiche de salaire journalier que le porion nous donne ça ne fait pas lourd. Mais, si on laisse les étançons ensevelis, il suffit qu'un contrôleur fasse le compte en fin de poste, pour que ce soit retenu sur la fiche de paie. Parce qu'on nous paie uniquement selon le nombre, pas selon la difficulté. Parfois il faut passer du temps à nettoyer son parcours parce qu'il y a une couche de cailloux, de charbon de 20 ou 30 centimètres. Cela non plus n'est pas pris en considération. Dans certains parcours on peut gagner sa journée. Mais comme au fond, les parcours difficiles (terrains accidentés, toit en mauvais état, etc...) sont fréquents et que l'on ne prend pas en considération le boisage difficile, les étançons ensevelis, etc... le mineur est amené à prendre des risques en essayant de faire le plus possible ! Souvent le toit est en mauvais état. Mais pour pouvoir avancer, on doit boiser avec le matériel qu'on a sous la main et qui souvent ne convient pas. Dans la taille où j'ai passé ces jours ci, ça fait plusieurs mètres qu'on avance et on reboise toujours avec les mêmes chapeaux (au sommet des étançons), écrasés au lieu d'avoir des chapeaux beaucoup plus épais, beaucoup plus larges qui permettraient davantage de tenir le toit. Le toit continue à se dégrader, les chutes de toit provoquent des cloches (où le grisou échappant à la ventilation peut s'accumuler, comme aux «6 sillons». Pour ne pas aggraver l'état du toit, on arrête les injections d'eau (alors les poussières s'accumulent).

Il arrive qu'entre la dernière ligne «boisée» (ligne d'étançons) et le blindé (tapis métallique



qui suit le rabot pour récupérer le charbon) on laisse jusqu'à 1 m 40 de toit (sur 100 à 200 m de large) au lieu des 80 cm prévus. Comme entre le blindé et la veine il y a encore 1 m, ça fait donc 2 m40 d'espace sans soutènement. C'est dangereux. Il y a un risque d'effondrement. Tout ça parce qu'on ne nous met pas assez nombreux pour placer les étançons et que les difficultés rencontrées sur le parcours et dont les grands bureaux se moquent, ont retardé l'installation du soutènement.

La seule chose qui compte pour les Houillères c'est que dans la taille, on boise sans arrêt derrière le rabot qui ne doit pas s'arrêter. Avec plus d'étançons «boisés», il y a la possibilité de plus de mètres de charbon abattus. C'est ça qui est rercherché avec le salaire au rendement. Les prix des étançons sont établis par le «service des salaires» composé de porions et de chronos.

Il y a quelqu'un du service qui descend dans le chantier et qui estime : «tiens, ce n'est pas tellement mauvais, allez, ils peuvent faire beaucoup plus». Il visite une taille peut être tous les dix jours. Mais dans une taille ça change tous les jours et on a vite fait de tomber sur un terrain difficile. Ça on n'en tient pas compte, l'abatteur à la catégorie 4 qui gagne un jour 90 F ne gagnera le lendemain que 64 F, le barême.

Le porion va te mettre tout le matériel en «facile», «moyen» ou seulement «difficile» malgré que c'est un travail très difficile. Il arrive que tu ne gagnes pas ta journée et même que tu sois payé en dessous de ta catégorie. Au traçage (« délimitation de la taille qui sera exploitée) c'est pareil, aujourd'hui tu vas gagner 100 F parce qu'il y a une équipe qui a amené du matériel, que les blindés..., etc.. tout fonctionne normalement. Ensuite, il y a des difficultés de terrain, des difficultés pour amener le matériel. Si on n'arrive pas dans ces conditions à faire le cycle (c'est à peu près 2 m d'avancement), on sera payé juste au barème de la catégorie ou juste avec quelques rajouts décidés à la tête du client par le porion. Un de l'équipe qui s'est embauché depuis quelques mois à la fosse m'a dit que sur sa fiche de paie il n'a même pas le salaire de sa catégorie, c'est-à-dire qu'il a aux alentours de 55 F. L'agent de maîtrise qui veut sanctionner quelqu'un, il le met dans un parcours difficile».

Au 4 de Lens, les Houillères ont généralisé l'emploi dans les tailles du soutènement marchant (piles hydrauliques ou bidules, formées de plusieurs étançons reliés entre eux et dont les mouvements, commandés manuellement se font en quelques secondes au lieu de quelques minutes pour les étançons individuels), et avec lui le salaire au rendement collectif : **«le salaire est fixé à la passe (une passe c'est le rabot qui avance de 40 cm en profondeur sur toute la largeur de la taille). Le salaire au rendement est basé sur les 5 ou 6 ouvriers «biduleurs» qui s'occupent des soutènements marchants dans la taille. Le conducteur-rabot ne touche qu'environ 85% de leur salaire. D'autres ouvriers, par exemple les casseurs de blocs, touchent environ 80% de cette somme. Il faut toujours suivre le rabot, suivre chaque passe avec les soutènements marchants, le rabot ne doit pas s'arrêter, lorsque le conducteur l'arrête, il se fait engueuler de tous les noms par la maîtrise. Il y a souvent des casses (la chaine du rabot qui se met en dehors, une panne, un accident de terrain), alors il faut arrêter le rabot parfois 2 heures. Après, les porions qui ont des primes font courir les mineurs : «ahue, ahue, ahue», pour rattraper le temps perdu. L'objectif c'est généralement 3 ou 4 passes, 1,20 m dans un poste.**

Avec les accidents de terrain, il peut arriver qu'il n'y ait que 40 m de fait durant un poste. Là, on touche juste le salaire de base ; c'est-à-dire à la catégorie 4 dans les 60 F/jour. Si l'équipe du matin a fait 80 cm (sur 100 ou 200 m de large et 1 m ou 2 de haut), celle de l'après-midi doit travailler plus vite pour combler les 40 cm qui manquent. Là seulement, on peut gagner 90 F dans la journée. Avec le rendement individuel chacun avait son travail. Avec le rendement collectif, celui qui a de l'avance doit donner un coup de main aux autres sur leur parcours. Les Houillères essaient de se servir de l'esprit d'entraide des ouvriers pour pousser les ouvriers à ne pas s'arrêter un instant.

Parfois, avec le rendement collectif, le biduleur, par exemple, est carrément déplacé. On va le mettre dans la voie au matériel où il devra s'occuper du monorail, qui amène le matériel, là il est payé à la journée et touche moins. Le lendemain, on le remet aux bidules, là il travaille le plus vite possible pour tenter de récupérer son manque à gagner de la veille.

Le travail au rendement collectif c'est comme à la chaîne». (un abatteur de la fosse 4).

LE P"C"F, DEFENSEUR DU SALAIRE A LA TACHE: UNE LONGUE HISTOIRE...

Les dirigeants CGT de la fédération du sous-sol (largement majoritaire aux élections syndicales dans les mines du Nord Pas de Calais) sont pour le salaire au rendement, cette arme des Houillères et de l'Etat capitaliste contre les travailleurs de la mine. La position de ces dirigeants est conforme à celle de leur parti, le P«C»F, parti révisionniste dont ils défendent la ligne dans le syndicat.

Déjà à la libération, c'est Maurice Thorez et d'autres dirigeants du P«C»F qui, alors qu'ils étaient ministres ont instauré le salaire individuel à la tâche dans les mines. **«Pour relever la France»** *disaient ils. En fait, la bourgeoisie française s'est servie de l'effort des mineurs pour relever son économie.*

Avant guerre, c'était le salaire au rendement collectif, à la berline de charbon. Par exemple, quand les mineurs dans une taille faisaient 100 berlines par jour, le «prix» de la berline était multiplié par 100 et divisé entre les ouvriers de la taille (l'abattage était fait au pic ou au mateau-piqueur, le travail n'avait pas l'intensité qu'il a aujourd'hui avec le salaire au rendement collectif, dans le cadre de la mécanisation où il faut suivre le rabot).

A partir de 1945, avec le salaire au rendement individuel fixé par le nombre de mètres de charbon abattu par chacun au marteau-piqueur, l'exploitation capitaliste s'est renforcée. Le «statut du mineur», mis au point par ces ministres, soi-disant communistes, Marcel Paul et Ambroise Croizat, stipulait que le mineur en intensifiant son travail pouvait gagner **«de 20 à 60% en plus»** *du salaire de base. La maîtrise, les ingénieurs, alors appuyés par les responsables de la CGT, contrôlaient étroitement le rendement de chacun. Il s'agissait de faire produire au maximum. Des tailles entières ont d'abord refusé ce système de salaire qui divisait les mineurs, qui défavorisait les travailleurs moins costauds, travaillant pourtant à la limite de leurs forces.*

Les responsables de la CGT, n'hésitaient pas pour faire travailler les mineurs le plus possible sous le régime capitaliste d'après guerre, à ajouter au salaire au rendement des primes en nature telles que : vélos, cochons de lait... et renforcer ainsi la concurrence entre ouvriers. La silicose s'est alors beaucoup développée. Thorez demandait aux médecins des Houillères de ne pas donner facilement de billets de malades de **«ne pas encourager à la paresse».** *(21 juillet 45).*

Aujourd'hui les responsables du P«C»F fiers de cette «expérience» sont prêts, s'ils participaient à la gestion des affaires capitalistes, à reprendre en main l'exploitation des mineurs. **«Nous sommes à l'aube d'une deuxième bataille du charbon. Cette bataille c'est avec les mineurs qu'on la gagnera. Il faut donc les payer».** *(«Tribune du mineur» du 30 janvier 74). Cette position exprimée par la voie d'Achille Blondeau, sur l'air du* **«retroussez vos manches»** *pour l'économie capitaliste de Thorez à Waziers, explique leur position en faveur du salaire à la tâche :*

- *au début 74, ils demandaient :* **«1.500 F minimum pour le fond et 1.280 F pour le jour»** *et* **«l'augmentation de 10% des** *prix de tâche».*
- *fin 74, ils ont réajusté en demandant 3.000 F mais, un* **«salaire minimum** *à la tâche !». Tout en gonflant les chiffres, ils ne remettent donc pas en cause le salaire à la tâche, le salaire au rendement.*

Ces gens-là agissent non pour le maintien des puits mais pour le maintien de l'exploitation capitaliste.

LA MOBILISATION POUR LE TRIBUNAL POPULAIRE

Depuis la 5ème réunion de la Commission Populaire d'Enquête, la motion de soutien au Tribunal Populaire est signée et les vignettes vendues dans les corons, les cafés, à la sortie des fosses, à Liévin et dans la région. L'accueil est bon; beaucoup de signes montrent l'accord des travailleurs rencontrés avec cette initiative. Vendredi malgré la pluie qui tombait drue, de nombreux mineurs tenaient à signer à la sortie de la fosse 4. Dans un café de Bully-les-Mines, après avoir signé, des jeunes disent leur intention de mobiliser pour le Tribunal Populaire.

Le porte à porte, qui est fait systématiquement, permet de prendre de nouveaux contacts. Après que nous leur ayions présenté la motion, et dit quelques mots sur le Tribunal Populaire, sur ce rassemblement qui montrera que «nous sommes une force», souvent les gens saisissent l'occasion pour dénoncer ce qu'ils subissent. Les silicosés, notamment, sont très intéressés par une condamnation publique des Houillères. Des handicapés sont prêts à venir, nous irons les chercher le jour du Tribunal; des retraités aussi dont 2 rescapés de la catastrophe d'Avion. Un vieux mineur signe la pétition, il avait 13 ans lorsqu'il est entré à la mine en 1911: *«maintenant, il y a plus de moyens, mais pas de sécurité pour autant»* dit-il.

Des adhérents de base du P«C»F n'ont pas hésité à acheter leur vignette pour le Tribunal Populaire. Des jeunes ouvriers travaillant sur Roubaix-Tourcoing, des syndicalistes, telle cette militante CFDT du textile de Lille qui vivent dans les corons, ont signé pour le Tribunal. Que les responsables de la CGT et du P«C»F, qui déclarent que les affaires des mineurs ne regardent qu'eux et qu'ils ne vont pas aller «embêter d'autres ouvriers en grève», remballent leurs discours de division!

Au café du 4 de Lens, un mineur a pris la parole pour répondre à l'un d'entre eux: *«Vous, vous êtes heureux comme ça, vous ne voulez pas que ça change».* Ni les ragots, ni la répression policière (un fourgon est arrivé juste après notre départ de la fosse 4) n'empêcheront la mobilisation. Celle-ci doit s'amplifier dans les jours à venir.

8/3/75

ARTS MENAGERS, ART D'AMENAGER LA DOUBLE JOURNEE DE TRAVAIL DE LA FEMME

Mars, c'est le mois des arts ménagers. On voit refleurir à cette période les publicités radiophoniques tapageuses sur la mécanisation des tâches ménagères qui libère les femmes ; chaque grand magasin vante les produits qu'il rassemble à ses stands. Pour savoir comment les ménagères reçoivent aujourd'hui cette publicité, en pleine crise, en pleine période de faillite du modèle de consommation, nous sommes allées faire un tour au salon des arts ménagers.

«Femmes, vous méritez le mieux» (Thermor)... une baignoire style empire en fibre de verre à un million d'anciens francs, une cuisine rustique (?) en bois, toute équipée, à deux millions d'anciens francs, un four micro-onde qui cuit 5 fois plus vite à 3.270 F... des cuisinières en vitro-céramique toujours propres avec 4 zones de chauffage indépendantes, sans plaque ni brûleur à 4.200 F... De quoi nous réjouir ! Enfin, le confort, le luxe !

Mais pour qui ?

Les couleurs sont vives, une cafetière Moulinex électrique jaune ou rouge mode coûte 10.000 anciens francs. De la gaîté...

Mais pour qui ?

Même si les vendeurs déclarent que leur chiffre de vente est le même que celui de l'année dernière, les visiteurs sont beaucoup moins nombreux, et les objets, de plus en plus recherchés et luxueux s'adressent à «un certain budget» comme disent les vendeurs, c'est-à-dire à la moyenne et haute bourgeoisie. Chez Thermor, ce qui marche le mieux, ce sont les cuisinières avec four autonettoyant à pyrolyse dont le prix tourne autour de 2.000 Francs.

Aujourd'hui, l'industrie des «Arts Ménagers» touche à ses limites. La plupart des familles populaires se sont «montées» un minimum par la force des choses... Il ne reste plus à pourvoir... que les maisons de campagne (on sait qui en possède) et bien sûr les cuisines de ces dames qui ont soi-disant bon goût et surtout de l'argent. Dans les limites de la consommation individuelle, l'essentiel a été inventé, c'est une industrie qui du point de vue de l'invention est sans avenir... On ne peut qu'apporter des modifications de détail, ou bien alors viser le luxe... Certains industriels essaient de s'en sortir en profitant de la politique de crise. D'un côté, on entend : vous ne serez pas bien chauffé en hiver, achetez un chauffage d'appoint, et d'un autre côté : faites-vous mettre chez vous le chauffage électrique intégré. Les frais d'installation sont même déductibles des impôts ! Achetez un grilloir vertical Moulinex : il est plus petit que tous ces grands fours... économisez de l'énergie. Dépensez pour économiser...

En fait, ce sont les femmes de la bourgeoisie qui sont concernées : une employée de bureau que j'ai interrogé me disait : **«ils font beaucoup de choses pour la femme. Mais de toutes façons, la femme qui est au SMIC, elle sera toujours esclave en rentrant chez elle... et puis, il faut avoir un appartement avec de belles pièces...»**

Mais certains fabriquants s'adressent aux femmes du peuple : Si vous ne trouvez pas d'emploi, si vous êtes au chômage, vous pouvez travailler à domicile, en achetant une machine à coudre ou à tricoter... vous avez le temps maintenant. Vous pouvez coudre, vous habiller... Nous vendons beaucoup cette année, le chiffre d'affaires a énormément augmenté... La société de profit dans laquelle nous vivons veut profiter de tout, même de la misère des gens du peuple... Il suffit d'avoir un peu d'imagination...

Dans cette période où l'on crie à la crise, la tendance est au renforcement de l'économie familiale : **«gérez la pénurie, mesdames, soyez les fées du logis, faites tout par vous-mêmes, achetez les yaourtières SEB pour faire des économies, pour faire plaisir à vos enfants (ils aiment que vous ayez une pensée pour eux»).** En clair : encore plus de travail pour les femmes.

Au salon, devant cet étalage, les réactions des femmes sont diverses, celles qui viennent au salon, ce sont pour beaucoup celles qui ont les moyens d'acheter, des couples de plus de 40 ans originaires des classes moyennes. Certaines femmes du peuple viennent, pour voir, pour regarder. Si certaines pensent que ces objets rendent la vie plus facile, d'autres opposent un refus certain. La plupart savent que ces objets ne sont pas pour elles : **«On a toujours le droit de rêver...»** Beaucoup dénoncent les objets qui ne font que compliquer leur vie : beaucoup de choses utiles, mais beaucoup d'inutiles, des petits gadgets dont on ne se sert pas tellement... **«Un fer à repasser à vapeur ? J'en ai un, mais je ne m'en sers jamais... car il faut l'entretenir, l'eau est très calcaire et les abîme».**

Est-ce que «Moulinex» libère la femme» ?

C'est contraintes et forcées que les femmes du peuple achètent ces machines. Aujourd'hui, par exemple, on ne peut plus vivre sans frigidaire. Car l'éloignement du lieu de travail oblige de nombreuses femmes à partir à 7 heures de chez elles pour ne rentrer qu'à 19 h ou 19 h30 quand les magasins sont fermés.

Les Arts Ménagers sont bien conçus «pour aménager la double journée de travail de la femme», comme le disaient justement les groupes de femmes en lutte venus manifester au Salon. C'est fait pour que les femmes puissent continuer à se faire exploiter à l'usine ou au bureau, malgré les dures conditions de vie de la société capitaliste moderne.

Pour nous, Communistes, il s'agira de changer radicalement l'organisation de la société. Dans la société socialiste, dirigée par et pour le peuple, l'économie domestique privée se transformera en une industrie sociale. Les travaux ménagers seront socialisés, pris en charge par l'État et par le peuple. Les services collectifs seront organisés non pour le profit comme en régime capitaliste, mais pour servir le peuple pleinement.

Alors, en pays socialiste, les femmes pourront participer à la production sociale.

Aujourd'hui, si les femmes commencent à s'émanciper, ce n'est pas parce qu'elles utilisent des appareils ménagers de plus en plus mécanisés, mais parce qu'elles participent de plus en plus nombreuses à la lutte de classes dans leurs usines et dans leurs entreprises, parce qu'elles soutiennent leurs maris dans leurs luttes, juste au moment où, à la fois par nécessité et par prise de conscience, l'idéal de la société de consommation commence à être rejeté par les masses.

Thérèse VERNET

pour que paraisse, en septembre 75, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à FRONT ROUGE QUOTIDIEN

1 an 250 F — 3 mois 80 F — 6 mois 150 F — 1 mois 30 F

Nom .....
Prénom : .....
Profession .....
Adresse .....
.....

Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18

GARE A LA REVANCHE, LA COMMUNE VAINCRA! (1)

Le 18 mars 1871, les ouvriers à Paris s'insurgeaient contre le pouvoir bourgeois qui prétendait désarmer les travailleurs, et capituler devant les Prussiens qui assiégeaient la ville. Même si cette première expérience historique de l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière n'a duré que 72 jours, et a finalement été écrasée par la semaine sanglante déclenchée par les versaillais et toute la racaille bourgeoise, la lutte héroïque des ouvriers parisiens aura été d'un apport considérable pour le mouvement ouvrier. C'est en s'inspirant de l'exemple des Communards de 1871 que le peuple russe a jeté bas les fondements du tsarisme en 1917, c'est en s'inspirant de l'exemple des Communards que le peuple chinois a forgé les armes de sa victoire contre l'impérialisme, le colonialisme et le féodalisme.

Aujourd'hui les enseignements de la Commune sont abandonnés, trahis par les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, les chefs révisionnistes et réformistes. Ces gens là prônent la prise du pouvoir par le bulletin de vote, dénaturent tout ce qu'il y avait de nouveau dans l'expérience des Communards, qu'il s'agisse de la démocratie prolétarienne, de la nécessité de ne pas reprendre et faire fonctionner l'ancien appareil d'Etat, mais de le briser et d'en édifier un nouveau... Ils poursuivent là un but précis, détourner les travailleurs de la voie de leur émancipation de la voie de la Révolution.

C'est une nécessité pour les vrais communistes de restituer aux travailleurs de notre pays les enseignements de la Commune de Paris, de faire saisir derrière les différences avec la situation actuelle, derrière le caractère spécifique de cette Révolution, les principes qui peuvent guider la Révolution que nous avons à faire aujourd'hui. Nous entreprenons à partir de cette semaine la publication d'une série d'articles sur la Commune de Paris. Le premier traite de la situation du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière à la veille de l'insurrection parisienne de 1871.

A la veille de la Commune, le prolétariat est loin de présenter les caractéristiques actuelles. Il n'a ni l'étendue, ni le degré de concentration dans de grandes entreprises, de la classe ouvrière aujourd'hui ; il n'a pas non plus son expérience d'organisation syndicale ou politique. Cependant il commence à s'affirmer comme force politique indépendante, en tant que classe face à la bourgeoisie.

Pendant la révolution de 1789, il a contribué à la victoire de la bourgeoisie sur l'ancienne société féodale. En juin 48, c'est contre la bourgeoisie qu'il prend pour la première fois les armes pour «la République sociale» et «le droit au travail». Ses revendications sont encore à ce moment là bien imprécises ; il tient 4 jours en ne pensant qu'au combat. Vingt trois ans plus tard, en 1871, il devient le maître de Paris et il jette en l'espace de 72 jours les bases d'un Etat nouveau. Cette prise de conscience prodigieuse mais qui n'a pas suffit à permettre la victoire totale, s'explique par l'évolution numérique et politique du prolétariat à cette période.

Le prolétariat grandit en nombre, surtout depuis 1848 : il représente le tiers de la population active soit 4.700.000, le tiers de la population de Paris soit 500.000. Il commence à se concentrer dans des agglomérations ouvrières (Hayange, le Creusot) et dans des usines importantes. C'est le résultat du développement considérable du capitalisme qui concentre la production, vide les campagnes, ferme les petits ateliers. Mais le mouvement n'en est qu'à ses débuts : les bagnes capitalistes tels qu'ils existent aujourd'hui dans la sidérurgie par exemple, n'existent pas encore. Ainsi à Paris, la maison Cail, la plus grande usine métallurgique, n'emploie que 2.000 ouvriers disséminés dans 3 quartiers différents ; et sur les 500.000 ouvriers parisiens, que de mécaniciens, bronziers, relieurs, tailleurs, cordonniers, typographes qui travaillent dans de tous petits ateliers ou même encore à domicile. Dans ces conditions la prise de conscience ouvrière présente des niveaux très différents : tendance à la conciliation, au compromis avec le patron chez les ouvriers des petits ateliers ; conscience de classe, combativité chez les ouvriers d'usine qui voient leur force face au patron et prennent l'initiative des grèves.

Cette différence de prise de conscience, elle s'exprime tout naturellement dans les théories socialistes de l'époque. Karl Marx et Friedrich Engels font paraître en 1848 le Manifeste du Parti Communiste : pour la première fois une analyse scientifique, en termes de classes est faite, la nécessité de la prise de pouvoir du prolétariat contre la bourgeoisie est affirmée ; des perspectives claires sont offertes au prolétariat. Mais en France, le manifeste n'est lu que par une minorité. Les idées sur le socialisme qui dominent ne sont pas celles du socialisme scientifique mais celles de Blanqui ou de Proudhon. Le socialisme utopique de Proudhon oppose par exemple à la concentration capitaliste et l'évincement progressif des artisans, la constitution de coopératives ouvrières qui, en se multipliant, seraient appelées à faire tomber le capitalisme. Une telle théorie qui cache le caractère nécessairement capitaliste des coopératives ouvrières ainsi constituées, ne saisit pas que la concentration capitaliste est un mouvement irréversible, qui crée, en rassemblant massivement les ouvriers sur un même lieu de production, en développant leur exploitation, des conditions d'organisation et de lutte supérieures pour la classe ouvrière. Défenseur d'une situation du passé, Proudhon en est conduit tout naturellement à dénigrer les grèves et les syndicats, formes de lutte et d'organisation du prolétariat montant : *«Il n'y a pas plus de droit de coalition, qu'il n'y a un droit du chantage, de l'escroquerie ou du vol, pas plus qu'il n'y a un droit de l'inceste et de l'adultère»*. Quant à Blanqui, révolutionnaire qui a lutté toute sa vie contre la politique des classes dominantes et a de ce fait, passé de nombreuses années en prison, ses idées développent la vision de la révolution comme une conspiration menée par une minorité décidée, sous estimant grandement le rôle décisif joué par les masses, leur mouvement organisé dans tout processus révolutionnaire.

Un événement important va cependant accélérer la maturité du prolétariat en France : sa participation à l'Association Internationale des Travailleurs (la 1º Internationale) créée à Londres en 1864. Le manifeste de l'association rédigé par Karl Marx appelle à la conquête du pouvoir politique. L'influence de l'Internationale et tout particulièrement de Karl Marx, va contribuer à battre en brèche l'idéologie de la collaboration possible avec le patronat. Les grèves se multiplient. Des hommes comme Varlin, Malon, remplacent les proudhoniens, comme Tolain qui sera dans le camp des traîtres pendant la Commune, et commencent à poser la question du pouvoir : *«Pour nous la révolution politique et la révolution sociale s'enchaînent et ne peuvent aller l'une sans l'autre... il nous sera impossible d'organiser la révolution sociale tant que nous vivrons sous un gouvernement aussi arbitraire que celui sous lequel nous vivons»*. Les grèves se multiplient contre les conditions d'exploitation

Proclamation de la Commune à l'Hôtel de Ville

féroce, les syndicats ouvriers, les associations ouvrières se développent dans les différentes corporations. L'Internationale regroupe plus de 300.000 ouvriers. Les ouvriers se servent largement des droits de grève et de réunion qu'est contraint de leur accorder Napoléon, mais ne tombent dans aucun de ses pièges électoraux. Si l'idée du «parti socialiste» commence à être dans l'air, personne ne songe encore à sa constitution, proudhoniens, blanquistes et anarchistes influencés par Bakounine gardent encore un certain poids.

Au printemps 1870, Napoléon III inquiet, décide l'arrestation de tous les dirigeants de l'Internationale. Les contradictions sociales sont prêtes à éclater. C'est dans ce contexte que Napoléon III désire la guerre contre la Prusse de Bismark : il espère qu'elle va lui permettre de stabiliser son pouvoir en même temps qu'elle va satisfaire ses appétits d'extension territoriale.

Or, la guerre loin de créer la grande «union sacrée» va aiguiser encore les contradictions de classe. D'emblée, l'Internationale refuse la guerre : ouvriers parisiens et allemands échangent des messages de paix et de solidarité : en pleine guerre en août, les mouleurs de Hambourg envoient leur soutien aux fondeurs de fer parisiens en grève. Après la défaite et la capitulation de Napoléon III, ils réclament et imposent la déchéance de l'Empire et la proclamation de la République. Bismark et la bourgeoisie prussienne entendent accentuer leur avantage : ils envahissent la France et dressent le siège de Paris. Le peuple parisien qui se dresse pour les repousser, trouvera sur son chemin les forces de la bourgeoisie qui préfèrent livrer le pays à une autre puissance capitaliste, plutôt que de voir le prolétariat parisien s'armer et pouvoir utiliser les fusils non seulement contre l'occupant prussien, mais contre ses exploiteurs. Aussi la mobilisation du peuple parisien qui s'est faite au départ sur des thèmes patriotiques, contre l'occupant qui affamait la population, exercait sa répression, va-t-elle, avec l'attitude de Thiers et des versaillais, prendre un contenu de classe plus affirmé, remettre en cause l'ordre social de la bourgeoisie, prendre pour cible l'Etat bourgeois, l'Etat des exploiteurs.

Dès lors, vont s'opposer, face à face et avec de plus en plus de force, le peuple de Paris qui prend les armes et s'organise pour résister à l'invasion, et la bourgeoisie qui elle, va s'employer en affamant le peuple à livrer Paris à Bismark : *«Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'Etat. Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe le gouvernement de la Défense Nationale n'hésita pas un instant : il se changea en gouvernement de Défection Nationale»* (K. Marx). C'est à ce titre que Thiers, au lendemain de l'armistice, le 18 mars, tente au petit jour et par surprise de reprendre ses armes au prolétariat. Il se heurte à une farouche résistance. Au soir du 18 mars, Paris est contrôlé par son peuple, le drapeau rouge, symbole de la victoire du prolétariat est hissé sur le toit de l'Hôtel de Ville. Le prolétariat de Paris est au pouvoir.

Joëlle FECLAZ

les bouleversements dans le monde et la lutte révolutionnaire en France (2)

Dans un précédent article (cf FR 144) nous avons examiné comment la nouvelle situation mondiale était caractérisée par d'importants bouleversements, comment avec les victoires des luttes de libération nationale, et avec la constitution du Tiers-Monde en force politique, les facteurs de révolution se développaient. Nous avons montré comment avec l'existence de deux super-puissances qui rivalisent pour exercer leur hégémonie sur le monde, le danger d'une troisième guerre mondiale existait. Nous avons montré enfin que l'Europe était l'enjeu stratégique de la rivalité des deux super-puissances, et à ce titre se trouverait selon toute vraisemblance engagée dans tout conflit armé éclatant entre les deux super-puissances. Il s'agit ici de tirer un certain nombre de conclusions concernant le travail révolutionnaire en France, l'articulation entre la lutte pour la révolution dans notre pays et la lutte contre l'hégémonisme des deux super-puissances.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS, UN DES MAILLONS FAIBLES DE LA CHAINE DES PAYS IMPERIALISTES.

Les bouleversements qui existent dans le monde aujourd'hui, rejaillissent directement sur la situation de l'impérialisme français. Confronté au mouvement des pays du Tiers-Monde, et à la pression des deux super-puissances, l'impérialisme français dans sa situation d'impérialisme secondaire est placé dans une position de faiblesse jamais constatée auparavant. En effet aujourd'hui on assiste à **l'exacerbation simultanée** de trois des contradictions fondamentales auxquelles est confrontée la bourgeoisie française: la contradiction avec le prolétariat de notre pays, la contradiction avec les autres pays impérialistes qui principalement se manifeste par les pressions des deux super-puissances, la contradiction avec les pays du Tiers-Monde, néo-colonies de l'impérialisme français, mais avec l'ensemble des pays du Tiers-Monde. C'est l'aiguisement simultané de ces trois contradictions, qui retentissent les unes sur les autres, c'est leur convergence, qui crée cette situation de faiblesse de l'impérialisme français, situation de crise politique (cf FR 142 article p.8 « la crise générale de l'impérialisme et la crise politique en France»).

Crise **politique**, parce que la situation mondiale retentit directement sur les rapports de classe en France, remettant en cause la manière dont la bourgeoisie peut exercer sa domination politique sur le prolétariat, remettant en cause la manière dont le prolétariat prend conscience de cette domination et la conteste. Il est indéniable par exemple que les deux dernières années ont vu des caractéristiques nouvelles, se manifester dans les mouvements de la classe ouvrière, par les questions politiques qui y apparaissent, par l'attitude des ouvriers confrontés aux idées révolutionnaires et aux propositions réformistes et révisionnistes. Ces aspirations manifestes à la révolution, au socialisme ne sont pas dues pour l'essentiel à l'aggravation des difficultés économiques auxquelles est confronté l'impérialisme français aujourd'hui; elles proviennent avant tout du fait que la place spécifique de l'impérialisme français dans le monde, la manière dont se déroulent ses rapports avec le Tiers-Monde ou les super-puissances, rend plus transparent aux yeux des travailleurs la nature et la faiblesse de leur adversaire. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui est posée par la classe ouvrière toute une série de questions politiques, sur les rapports de force dans le monde, sur la politique de crise de la bourgeoisie, sur la solution de rechange dont dispose cette dernière, sur ce que sera le socialisme, sur les voies de la révolution...

LA CIBLE DE NOTRE REVOLUTION C'EST L'IMPERIALISME FRANCAIS.

Ainsi loin de signifier un retard de la révolution dans notre pays, les bouleversements dans le monde accélèrent le cours de l'histoire, et entraînent une exacerbation sans précédent, depuis la fin de la 2ème guerre mondiale de la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat en France. C'est ce qui fait affirmer par notre Parti, que des affrontements de classe importants se préparent, et qu'il convient pour les communistes de savoir répondre dans de tels mouvements aux aspirations révolutionnaires, en traçant clairement l'alternative du socialisme, en aidant les masses à faire leur expérience de la nature de l'Etat bourgeois, de toute la duperie des solutions bourgeoises sous leurs variantes révisionnistes ou réformistes.

On voit que dans cette période particulièrement importante d'aggravation des contradictions entre la bourgeoisie et la classe ouvrière de notre pays, il est particulièrement nécessaire de combattre tout point de vue qui amorcerait un processus d'union sacrée entre ces deux classes, tout point de vue qui chercherait à détourner les travailleurs de leur combat révolutionnaire. Car une chose est claire: aujourd'hui rien dans la situation en France et dans le monde ne permet d'affirmer que la contradiction principale que nous communistes **en France**, avons à résoudre, a changé: cette contradiction c'est toujours bien évidemment bourgeoisie française - classe ouvrière de France.

C'est bien la bourgeoisie impérialiste française qui aujourd'hui opprime et exploite la classe ouvrière de France, c'est bien elle qu'affrontent quotidiennement les travailleurs quand ils engagent la lutte pour des meilleures conditions de travail et de vie, c'est bien à ses tribunaux, à sa justice, à sa police que se heurtent les travailleurs quand ils refusent la légalité bourgeoise et maintiennent leurs droits. C'est donc bien cette bourgeoisie impérialiste française qui est la cible de la lutte révolutionnaire du prolétariat de notre pays, c'est elle l'ennemi principal, c'est contre son état, son armée, sa police que les travailleurs doivent préparer leur révolution.

Les nouveaux rapports de force dans le monde et en particulier les dangers d'une nouvelle guerre mondiale que font courir les deux super-puissances, ne changent en rien la cible de notre révolution, au contraire, ils rendent plus actuelle et plus possible cette révolution. Il ne saurait être question par exemple au nom de la lutte nécessaire à mener contre les deux super-puissances et leurs manœuvres, de substituer un autre ennemi principal à celui qu'affrontent quotidiennement les travailleurs de notre pays: aujourd'hui ce n'est ni l'impérialisme US, ni le social impérialisme soviétique qui oppriment et exploitent directement notre peuple.

LA LUTTE CONTRE LES DEUX SUPER PUISSANCES

Ceci posé, la tâche centrale de notre révolution rappelée, il est certain qu'il découle de la nouvelle situation mondiale, un certain nombre de tâches nouvelles en liaison avec cette tâche centrale.

La nécessité dans le cadre de la lutte pour la révolution en France, de dénoncer les menaces, les pressions et le danger de guerre mondiale développés par les deux super-puissances, est une partie de notre travail révolutionnaire.

Il est nécessaire que les masses de notre pays prennent conscience de l'hégémonisme, de la rivalité des deux super-puissances et des dangers qu'ils font courir y compris dans le processus de la révolution en France, avant ou après la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés.

Il est particulièrement important de dénoncer l'impérialisme US et ses manœuvres au moment même où il renforce ses pressions sur l'impérialisme français, et où Giscard est conduit, comme à la Martinique sur la question de l'énergie, à des concessions importantes. Cette dénonciation doit prendre un poids particulier alors que les troupes US viennent ouvertement s'entraîner en France, comme lors de la visite des G.I. à Canjuers, parce que ces troupes, comme celles stationnées en Europe, constituent un obstacle que le prolétariat devra éventuellement affronter lors du développement du processus révolutionnaire en France.

Il est particulièrement important de dénoncer le social-impérialisme soviétique au moment où il se renforce et où il trame de nombreux complots pour prendre pied dans les pays où il est absent comme ceux de l'Europe de l'Ouest ; cette dénonciation doit prendre un poids particulier alors que le social-impérialisme soviétique du fait de son passé, du fait de son masque social qui cache sa politique impérialiste, est bien moins connu des masses en France, d'autant plus que les révisionnistes du P«C»F sont les plus zélés pour déguiser la politique des nouveaux tsars du Kremlin en politique dite de «paix», de «coexistence pacifique».

LA LUTTE POUR LA PAIX, PARTIE INTEGRANTE DE LA PERSPECTIVE SOCIALISTE.

L'aspiration à la paix est une aspiration profonde des travailleurs. La bourgeoisie tente de l'utiliser à son profit pour instaurer la collaboration de classes, prétextant les dangers de guerre pour obtenir des ouvriers qu'ils renoncent à leurs luttes et leurs revendications. A cela les Marxistes-Léninistes doivent répondre, ils doivent montrer qui sont les fauteurs de guerre, et tracer les moyens pour les mettre en échec. Ils doivent démasquer tous les thèmes réactionnaires et trompeurs utilisés par les deux super-puissances, sur la soi-disant «détente», la soi-disant «coexistence pacifique», alors qu'elles ne cessent l'une et l'autre de se préparer à la guerre. Les Marxistes-Léninistes doivent montrer comment c'est le système impérialiste qui est fauteur de guerre.

Le meilleur moyen pour mettre en échec ce danger de guerre, pour qu'il porte le moins de tort aux masses de notre pays, c'est la lutte dans notre pays. Nous ne pouvons faire confiance à l'impérialisme français pour faire face aux menaces des deux super puissances. Cela veut dire que si nous exigeons de l'impérialisme français qu'il prenne des mesures pour préserver notre pays de l'agression, approuvant par exemple pour cela la constitution d'une force de frappe nucléaire française, c'est avant tout dans les masses de notre pays, dans leur organisation révolutionnaire qu'il faut compter pour dissuader l'une ou l'autre des super-puissances d'agression, ou pour faire face le cas échéant, à cette agression.

En ce sens le facteur décisif de paix, c'est la lutte des masses pour le socialisme, c'est l'affirmation du prolétariat comme force révolutionnaire puissante, capable de dissuader d'éventuels agresseurs, capable de diriger la lutte de libération, si cette guerre d'agression se déclenche sur notre territoire. Ainsi les coups portés aujourd'hui par le prolétariat contre l'impérialisme français, loin d'affaiblir les capacités de riposte de notre peuple contre toute agression, au contraire les renforce, en renforçant le rôle que le prolétariat pourra avoir dans cette riposte.

C'est pourquoi aujourd'hui les communistes doivent montrer dans les luttes qui sont les vrais défenseurs de la paix, doivent montrer comment la lutte pour la paix s'intègre parfaitement à la perspective du socialisme, doivent montrer comment un état socialiste, dépourvu de toute visée agressive, mais muni de tous les moyens pour mobiliser son peuple dans la lutte contre d'éventuels agresseurs, est la meilleure garantie pour les masses de décourager toute agression, de prévenir la guerre.

Marc ANDRE

FIZBIN A L'ELYSEE, OU LE P"C"F LA MAIN DANS LE SAC!

Nouvel épisode de la querelle PS-P«C», «l'affaire Fizbin» met en évidence une fois de plus les contradictions qui minent le P«C»F et sa politique. Rappelons brièvement de quoi il s'agit: un des points sur lesquels s'était portée la querelle PS-P«C», concernait la visite éventuelle des leaders de la «gauche» à l'Elysée. Le P«C»F depuis son XXIº congrès, (et depuis son XXIº congrès seulement), affirmait qu'il était incompatible de défendre la politique du programme commun et d'aller discuter avec le principal artisan de la politique réactionnaire actuelle. Mitterrand pour sa part se refusait à prendre une telle «position de principe», affirmant que pour l'instant il n'irait pas à l'Elysée, mais qu'éventuellement plus tard... Et pour cette raison, le P«C»F, Marchais en tête, accusait Mitterrand de «complaisance avec le pouvoir»; une campagne de propagande importante, animée par le P«C»F portait sur cette question. On voit l'ampleur de la querelle! «Question de principe» affirmait le P«C»F. Mais du coup il s'est fait prendre à son propre piège quand Giscard a rendu publique une lettre de Fizbin, le secrétaire de la fédération de Paris du P«C»F, réclamant une audience à l'Elysée pour discuter de la situation économique et sociale; Giscard se permettait de répondre favorablement allant même jusqu'à inviter Marchais à se joindre à Fizbin pour discuter de ces questions «d'ampleur nationale». Embarrassé le P«C»F en venait à désavouer publiquement l'initiative de Fizbin, ce dernier étant même contraint de faire savoir qu'il s'était trompé. En fait cette «affaire» met en lumière deux choses.

▸ Giscard et les forces politiques qu'il représente entendent bien ne pas perdre une occasion pour attiser la querelle PS-P«C», créant ainsi les conditions d'une éventuelle alliance avec le PS dans un futur gouvernement. Les attaques de Poniatowski contre le P«C»F, traitant celui-ci de «fascisant» alors qu'en même temps le P.S. se voit décerner un brevet de «républicanisme», les projets de réforme électorale, les appels ouverts de certains centristes aux «Républicains indépendants», aux «socialistes», montraient déjà la voie dans laquelle travaillaient les forces giscardiennes. En partant rencontrer Deferre à Marseille, tout en ayant en poche la lettre de Fizbin, qu'il avait reçu depuis plusieurs jours, Giscard savait qu'il se déclencherait du côté du P«C»F une campagne contre le «socialiste» Deferre accusé de collaborer avec le pouvoir. Dijoud, secrétaire d'Etat à l'immigration et ancien député «républicain indépendant» de la région du midi, avait même pris la précaution de fournir des arguments au P«C»F affirmant publiquement ses affinités avec Deferre: **«... j'ai pu établir avec Gaston Deferre président du conseil régional, maire de Marseille, des liens d'amitié et d'estime réciproque qui ont leur base avant toute chose dans l'attachement passionné que nous portons, lui et moi, à notre région et aux hommes de cette région. Au delà de cette collaboration régionale, que d'autres affinités, politiques cette fois, puissent apparaître: je le souhaite».**

Effectivement le P«C»F s'est engagé en plein dans une campagne contre Deferre, campagne coupée net par les révélations sur Fizbin, et les mises au point embarrassées du P«C»F; le PS pouvant même s'offrir le luxe d'accuser Fizbin de violer le programme commun.

▸ Le P«C»F peut toujours affirmer aujourd'hui qu'il s'agit d'un «piège grossier» qui s'appuie sur une «petite erreur» d'un de ses responsables, cette affaire Fizbin n'en est pas moins révélatrice pour les travailleurs du peu de cohérence des propositions et des perspectives du parti révisionniste. Fizbin pris la main dans le sac en train de faire le contraire de ce que répète son secrétaire général Marchais, voilà qui met à mal la **«profonde unité du P«C»F forgée lors du XXIème congrès»**, formule maintes fois répétées par les dirigeants révisionnistes. Le cas Fizbin illustre bien les contradictions de la ligne du P«C»F, contradictions qui se matérialisent ainsi par des positions incohérentes et contradictoires de ses dirigeants. Pendant des années, et encore aujourd'hui, le P«C»F offrait comme perspective aux travailleurs, la visite aux ministres, députés... pétition à la main: c'était le seul débouché offert aux luttes et aux aspirations des travailleurs. Et ces visites ne se limitaient pas aux seuls ministres, Duclos pour ne citer que lui, n'hésitait pas à rendre visite au président de la République qu'il s'agisse de Pompidou (c'était en 1970 pour évoquer avec lui la loi anti-casseurs) ou de Giscard (c'était le 14 juillet 74, au terme du défilé militaire). Marchais, pour sa part affirmait lui même lors de la campagne législative des élections de mars 73, qu'il accepterait, en cas de victoire de la «gauche» de participer à un gouvernement de «gauche» présidé par Pompidou. Et subitement le P«C»F découvre que ce qu'il a fait par le passé, ce qu'il disait, c'est de la «collaboration de classes»: voilà qui est bien dit et surtout bien révélateur sur ce parti! **«C'est un refus définitif en ce sens que la politique du pouvoir aggrave toujours plus la situation des travailleurs et des masses populaires. Nous ne cautionnerons donc jamais cette politique là. Et il n'y a d'issue possible que dans un changement démocratique. C'est la réponse à votre question: il est clair que nous n'irons pas à l'Elysée»**, répond Marchais à un journaliste... Bravo pour cette position ferme, mais du coup on ne comprend plus pourquoi Ballanger soit juste d'une visite chez Chirac, où il est allé discuter avec lui de la situation économique et sociale, parce que, autant que les travailleurs puissent en juger, Chirac s'identifie autant que Giscard à la politique des capitalistes! Mais pour Marchais **«il y a une différence... pour nous c'est le gouvernement et le premier ministre qui doivent conduire les affaires du pays. Parce qu'il est normal que les élus communistes défendent les revendications des travailleurs auprès du premier ministre...»!**

Voilà donc qui s'éclaircit: on ne va pas voir Giscard parce qu'il usurpe ... le rôle dévolu au premier ministre. Les travailleurs pour leur part ne font pas cette différence: Giscard et Chirac c'est bien les deux artisans d'une même politique réactionnaire

Empêtré dans ses contradictions, cherchant à durcir son langage pour mieux faire illusion chez les travailleurs, le P«C»F a vite fait mesurer aux masses la portée exacte de ses paroles et la nature réelle des perspectives qu'il offre: toute sa politique réformiste de visite aux élus avec pétition pour le gouvernement, comme son attitude dans la lutte tranche aujourd'hui avec les aspirations des masses à la lutte, à une société nouvelle. L'échec des manifestations convoquées «pour le programme commun», ou la vaine tentative du P«C»F de passer pour l'initiateur et l'élément actif de la lutte menée par les ouvriers de Renault, montrent la vérité: les difficultés croissantes des révisionnistes pour maintenir leur influence dans les masses. Le développement des idées révolutionnaires chez les travailleurs ne saurait être stoppé par les gesticulations télévisées d'un Marchais fustigeant son collègue Mitterrand et vantant le programme commun; plus que jamais ce programme apparaît pour ce qu'il est: le sujet de la querelle PS-P«C», ou le réservoir des «réformettes» de Giscard, en aucun cas, la réponse aux aspirations des travailleurs.

LES PAYS DE L'OPEP REAFFIRMENT LEUR UNITE

FACE AUX MACHINATIONS DE L'IMPERIALISME US

Il y a peu de temps, le président US Gérard Ford préconisait l'élaboration d'une stratégie de l'énergie: *«du fait que les ressources vitales - énergétiques - sont réparties inégalement, les nations sont contraintes de choisir entre les conflits et la coopération...»* déclarait-il. En réalité la conception des stratèges US en matière de coopération, que ce soit avec les autres pays capitalistes d'Europe et du Japon, ou avec les pays producteurs de pétrole, est parfaitement claire. Pour les premiers, il s'agit de leur faire accepter les conséquences de la politique énergétique de l'impérialisme US en les plaçant devant le choix suivant: si vous voulez avoir un peu de poids en face de l'OPEP, il faut vous ranger derrière nous pour former un bloc suffisamment solide, sinon, rien ne garantit que vous puissiez vous approvisionner à un prix vous convenant... Pour les pays de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) il s'agit de manière encore plus cynique de tout mettre en œuvre pour les affaiblir au maximum avant la Conférence Internationale de Paris.

Tous les projets US visent à assurer le succès de leur reconversion énergétique, accélérée depuis les victoires des pays exportateurs de pétrole regroupés dans l'OPEP. Ils ont investi des sommes colossales pour rendre rentables de nouvelles sources d'énergie, en particulier l'énergie nucléaire. Mais pour que les investissements soient compétitifs par rapport au pétrole, il ne faut pas qu'il baisse «trop», qu'il revienne en fin de compte beaucoup moins cher que l'énergie nucléaire. Ils craignent que, soit par le jeu des marchés soit par une décision des pays de l'OPEP, la baisse du prix du pétrole ne coule leurs investissements pour l'énergie nucléaire. C'est pourquoi Kissinger avait imaginé d'imposer aux pays de l'OPEP un «Prix plancher», calculé précisément pour garder un caractère compétitif aux énergies de remplacement. Ce prix est nettement inférieur au prix actuel du pétrole (7 dollars le baril au lieu d'un peu plus de 10), mais les Etats-Unis «s'engageaient» à le maintenir dans l'avenir, quelle que soit la conjoncture, offrant ainsi une prétendue garantie aux pays de l'OPEP contre un effondrement des cours du pétrole quand il sera moins nécessaire aux économies capitalistes.

C'est ce point de vue aussi que les U.S.A. veulent faire accepter à la France et à l'ensemble des pays capitalistes regroupés dans l'Agence Internationale de l'Energie (A.I.E.), machine de guerre contre l'OPEP mise sur pied par Kissinger. Ils mettent comme condition à leur participation à la Conférence Internationale de l'Energie un accord de l'AIE sur cette question. Mais ce prix plancher va à l'encontre des intérêts impérialistes de la plupart des pays de l'Agence, qui, plus dépendants que les USA pour leur fourniture de pétrole des pays de l'OPEP, escomptent une baisse plus grande encore de son cours. D'autant plus que pour eux, l'énergie nucléaire, ce n'est pas pour demain. C'est particulièrement vrai pour un pays comme le Japon qui doit importer des quantités considérables de pétrole. Pour faire taire ces contradictions, Kissinger joue donc sur la «solidarité» qui peut exister entre pays capitalistes quand il s'agit d'écraser les efforts et les succès des pays du Tiers-Monde.

L'impérialisme US joue aussi sur les positions prises par Giscard qui ne participe pas à l'Agence Internationale pour l'Energie et se targue d'être en-dehors de ce cartel de confrontation. En se présentant comme le partisan du dialogue, voire d'un nouvel ordre économique international, il a cru pouvoir proposer un ordre du jour établissant des priorités à la conférence. Priorité au pétrole, bien entendu, on pourra toujours parler du reste après. En restant à l'extérieur de l'Agence, l'impérialisme français semble ainsi jouer le rôle de rabatteur pour le compte de l'impérialisme US tentant d'amener à une table de négociation les pays de l'OPEP après qu'une large entente se soit réalisée entre les pays capitalistes. Des pays de l'OPEP comme l'Algérie ont dénoncé la manœuvre et renforcé leur vigilance.

Pour tenter d'arriver à ses fins contre les pays de l'OPEP, l'impérialisme US essaie de disloquer leur organisation en jouant sur la baisse vertigineuse du dollar, monnaie dans laquelle est libellé le prix du pétrole: cette baisse a déjà fait perdre à un pays comme l'Iran 30% de son revenu, du fait de l'inflation sur les produits qu'il achète de plus en plus cher. Kissinger et son Agence estime qu'une baisse de 30 à 40% de la valeur réelle du pétrole porterait un grave coup aux pays de l'OPEP. Il s'en sert pour tenter d'opposer ceux qui, comme l'Arabie Saoudite, Abou Dhabi et le Khoweit ne sont pas engagés dans d'importantes réalisations économiques et peuvent momentanément réduire leur production pour ne pas vendre leur pétrole à vil prix, et ceux qui, ayant une population nombreuse et des projets d'envergure, seraient contraints pour combattre la baisse de leur revenu d'accroître leur production de pétrole. Ce qui, en fin de compte ne ferait qu'accélérer la baisse du prix du pétrole! En comptant sur cette division, Kissinger espérait manipuler à sa guise l'extension ou la baisse de la production, opposer les deux groupes de pays. Il pensait ne pas avoir à affronter une politique commune de l'OPEP pour une réduction concertée de cette production.

Mais ces plans se sont heurtés à une riposte unifiée des pays de l'OPEP. Au sommet d'Alger, ils ont réaffirmé deux principes fondamentaux: l'unité de l'OPEP, et l'unité du Tiers-Monde, dont ils font partie. Ils ont réaffirmé qu'il n'était pas question de limiter la discussion aux problèmes du pétrole mais qu'il fallait l'étendre aux problèmes de l'ensemble des matières premières et du développement du Tiers-Monde. Ils ont mis comme condition à la présence de l'Algérie, du Vénézuela, de l'Iran et de l'Arabie Saoudite, que l'on s'engage vers une réforme du système monétaire international où ils auraient, ainsi que l'ensemble des pays du Tiers-Monde, leur mot à dire. Ils exigent que les pays du Tiers-Monde soient représentés d'une façon équitable. Il n'est pas question que la Conférence ne soit qu'une formalité, au terme de laquelle ils n'auraient d'autre choix que d'avaliser les conditions mises par les impérialistes. Par rapport au pétrole, ils déclarent que *«le prix du pétrole devra être préservé en le liant à certains critères objectifs, y compris les conditions du transfert des biens et de la technologie pour le développement des pays membres de l'OPEP»* et qu'ils *«instaureront une coopération et une coordination étroite entre eux, afin de maintenir l'équilibre entre la production du pétrole et les besoins du marché mondial»*. En clair, les pays de l'OPEP se déclarent prêts à prendre toutes les mesures capables de sauvegarder les prix, et leur souveraineté sur la production, qui doit se faire non pas en fonction des machinations US, mais de leurs propres besoins.

Que l'impérialisme US ne se leurre pas sur ses possibilités de jouer longtemps sur les prix et les stocks! Après l'échec de la tentative des pays capitalistes de l'Agence, qui visait à isoler l'OPEP des autres pays du Tiers-Monde, cette tentative de mettre l'OPEP à genoux devant la Conférence de Paris a toutes les chances de connaître le même sort.

Monique CHERAN.

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF...

cambodge: la situation du fantoche lon-nol de plus en plus désespérée

Aujourd'hui le Meeting est tenu par les Combattants du FUNK.

Les forces armées de Libération du Cambodge resserrent chaque jour leur étreinte sur la capitale. L'aéroport de Pochentong subit toujours le feu des lance-roquettes et des canons, et les avions US chargés du ravitaillement de Phnom Penh courent des risques de plus en plus grands. Le pont aérien entre Saigon et Utapao (Thaïlande) a même du être interrompu le 5 mars en raison de l'intensité des bombardements. Un avion US avait été touché par un obus tiré par un des canons 105 mm, pris par les patriotes à l'adversaire avec leurs munitions. Aujourd'hui les installations militaires de l'aéroport sont menacées. Le pont aérien a du baisser considérablement, de plus de la moitié pour ce qui venait de Saigon. Tous les accès à Phnom Penh sont coupés par les forces patriotiques, les tentatives des troupes de Lon Nol pour reprendre les positions stratégiques perdues vont d'échecs en échecs, comme celui enregistré au centre clé de Turl Leap, à 10 km à l'Ouest de la capitale, centre qui constituait un des points stratégiques les plus importants de la défense de l'aéroport de Pochentong. Au Nord, Lon Nol a perdu Prek Luong, sur la rive orientale du Mékong, à 8 km à vol d'oiseau. La prise de cette place stratégique permettra aux forces armées de libération de rapprocher encore leur artillerie et de disposer d'un couloir aisément utilisable sur les fronts Est et Nord de la capitale. Sur le Mékong, le dernier poste du périmètre de Neak Long, base navale à 60 km au Sud de Phnom Pen, est tombé. C'est là une position clé qui permet de contrôler le fleuve.

Devant cette position désespérée pour l'impérialisme US et son fantoche Lon Nol, les militaires US envisagent une intervention, toujours sur le même prétexte: **«Nous sommes prêts à faire intervenir les marines pour tirer les Américains de ce guépier si cela devient nécessaire»** déclarait Schlesinger. On parle beaucoup d'un remaniement du gouvernement fantoche. Mais tous les replâtrages, et même une intervention US, ne peuvent renverser la situation. Quoi qu'ils fassent, ils peuvent peut-être prolonger le régime des traîtres quelques semaines ou quelques mois, mais le sauver est impossible.

l'action de la résistance palestinienne en plein cœur de la palestine occupée

Plus de cinquante soldats tués ou blessés, tel est le bilan de l'opération menée au cœur même de la Palestine occupée, à Tel Aviv, par deux unités de la Résistance Palestinienne. Cette action audacieuse, frappant l'ennemi dans un centre où il se croyait en sécurité, rappelle à ceux qui veulent rayer de la carte le peuple palestinien qu'il n'est pas prêt à renoncer à ses objectifs.

Elle rappelle à Kissinger, qui fait tout pour diviser le Front Arabe en amenant l'Egypte à un accord séparé, accord de non-belligérance en échange d'un règlement sur le front du Sinaï, que le peuple palestinien n'acceptera jamais une solution dictée par l'impérialisme US ou d'autres. Elle rappelle que la résistance militaire est toujours vivante, dans tous les territoires occupés par Israël. Elle concrétise le récent appel de l'OLP aux peuples arabes: **«le règlement partiel sur le front du Sinaï a pour but de troquer une parcelle du territoire arabe contre la totalité de la cause arabe... Une telle acceptation signifierait une renonciation à la cause arabe».** *L'OLP invitait* **«toutes les forces du mouvement de libération arabe à faire face par tous les moyens dont ils disposent à un tel règlement».**

Ces nouveaux martyrs de la Résistance Palestinienne montrent le refus d'une «paix» qui passerait par Washington ou par n'importe quelle autre capitale. Les droits du peuple palestinien, c'est l'OLP qui les définit. Et si, le social-impérialisme soviétique condamne les tractations de Kissinger, c'est tout simplement que cette diplomatie dite «des petits pas» le tient à l'écart. C'est pour cela aussi qu'il préconise avec autant de ténacité la convocation de la Conférence de Genève, donc sa présence, sa participation aux règlements. Lui non plus ne se soucie pas davantage des droits du peuple palestinien puisqu'il ose réclamer l'application des décisions de l'ONU que l'OLP et les peuples arabes ont condamnées depuis des années, précisément parce qu'elles impliqueraient: la reconnaissance d'Israël.

A BAS LES MANOEUVRES DE L'IMPERIALISME ET DU SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE!
REVOLUTION JUSQU'A LA VICTOIRE!

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

abonnez vous
FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE		
pli normal	1 an	80 F
	3 mois	20 F
pli fermé	1 an	160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui fournira le tarif.

Imp. RFI / Dr de Publication C. Rey / N° de Commission Paritaire 51.165 / distribué par les NMPP